



13 décembre 2021

(21-9298)

Page: 1/3

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

Original: anglais

NOTIFICATION

1. Membre notifiant: <u>UNION EUROPÉENNE</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés:
2. Organisme responsable: Commission européenne, Direction générale Santé et sécurité alimentaire
3. Produits visés (Prière d'indiquer le(s) numéro(s) du tarif figurant dans les listes nationales déposées à l'OMC. Les numéros de l'ICS devraient aussi être indiqués, le cas échéant): Céréales (SH 1001, 1002, 1003, 1004, 1005, 1006, 1007, 1008), denrées alimentaires d'origine animale (SH 0201, 0202, 0203, 0204, 0205, 0206, 0207, 0208, 0209, 0210) et certains produits d'origine végétale, y compris les fruits et légumes
4. Régions ou pays susceptibles d'être concernés, si cela est pertinent ou faisable: <input checked="" type="checkbox"/> Tous les partenaires commerciaux <input type="checkbox"/> Régions ou pays spécifiques:
5. Intitulé du texte notifié: <i>Draft Commission Regulation amending Annexes II and III to Regulation (EC) No 396/2005 of the European Parliament and of the Council as regards maximum residue levels for fluoride ion, oxyfluorfen, pyroxsulam, quinmerac and sulfuryl fluoride in or on certain products (Text with EEA relevance)</i> (Projet de règlement de la Commission modifiant les annexes II et III du Règlement (CE) n° 396/2005 du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les limites maximales applicables aux résidus d'ion fluorure, d'oxifluorfen, de pyroxsulame, de quinmérac et de fluorure de sulfuryle présents dans ou sur certains produits (Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)). Langue(s): anglais. Nombre de pages: 4 https://members.wto.org/crnattachments/2021/SPS/EU/21_7731_00_e.pdf https://members.wto.org/crnattachments/2021/SPS/EU/21_7731_01_e.pdf https://members.wto.org/crnattachments/2021/SPS/EU/21_7731_02_e.pdf https://members.wto.org/crnattachments/2021/SPS/EU/21_7731_03_e.pdf https://members.wto.org/crnattachments/2021/SPS/EU/21_7731_04_e.pdf
6. Teneur: L'avant-projet de règlement notifié porte sur le réexamen des LMR existantes pour l'ion fluorure, l'oxifluorfen, le pyroxsulame, le quinmérac et le fluorure de sulfuryle dans certaines denrées alimentaires. Les LMR applicables à ces substances dans certaines marchandises sont modifiées: soit à la hausse, soit à la baisse. Des LMR plus basses sont fixées par suite de l'actualisation des limites de détermination et/ou de la suppression d'utilisations anciennes qui ne sont plus autorisées dans l'Union européenne ou dont il n'est pas exclu qu'elles soient préoccupantes pour la santé des personnes. Les définitions de certains résidus ont été actualisées.
7. Objectif et raison d'être: <input checked="" type="checkbox"/> innocuité des produits alimentaires , <input type="checkbox"/> santé des animaux , <input type="checkbox"/> préservation des végétaux , <input type="checkbox"/> protection des personnes contre les maladies ou les parasites des animaux/des plantes , <input type="checkbox"/> protection du territoire contre d'autres dommages attribuables à des parasites.

8. Existe-t-il une norme internationale pertinente? Dans l'affirmative, indiquer laquelle:

☒ **Commission du Codex Alimentarius (par exemple, intitulé ou numéro de série de la norme du Codex ou du texte apparenté):** Limites maximales de résidus du Codex pour le fluorure de sulfuryle (218). La liste des LMR du Codex est accessible à l'adresse suivante: https://www.fao.org/fao-who-codexalimentarius/codex-texts/dbs/pestres/pesticide-detail/fr/?p_id=218.

☐ **Organisation mondiale de la santé animale (OIE) (par exemple, numéro de chapitre du Code sanitaire pour les animaux terrestres ou du Code sanitaire pour les animaux aquatiques):**

☐ **Convention internationale pour la protection des végétaux (par exemple, numéro de la NIMP):**

☐ **Néant**

La réglementation projetée est-elle conforme à la norme internationale pertinente?

☐ Oui ☒ Non

Dans la négative, indiquer, chaque fois que cela sera possible, en quoi et pourquoi elle diffère de la norme internationale: L'Autorité européenne de sécurité des aliments a publié un avis motivé concernant le réexamen des limites maximales de résidus existantes pour l'oxifluorfen, le pyroxsulame, le quinmérac et le fluorure de sulfuryle (et son métabolite ion fluorure). Le Règlement (CE) n° 396/2005 devrait être adapté en conséquence.

9. Autres documents pertinents et langue(s) dans laquelle (lesquelles) ils sont disponibles:

- Règlement (CE) n° 396/2005 du Parlement européen et du Conseil du 23 février 2005 concernant les limites maximales applicables aux résidus de pesticides présents dans ou sur les denrées alimentaires et les aliments pour animaux d'origine végétale et animale et modifiant la Directive 91/414/CEE du Conseil
<https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/ALL/?uri=CELEX%3A32005R0396>
- Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA); *Reasoned opinion on the review of the existing maximum residue levels for oxyfluorfen according to Article 12 of Regulation (EC) No 396/2005*. Journal de l'EFSA 2020;18(10):6269.
<https://www.efsa.europa.eu/en/efsajournal/pub/6269>
- Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA); *Reasoned opinion on the review of the existing maximum residue levels for pyroxsulam according to Article 12 of Regulation (EC) No 396/2005*. Journal de l'EFSA 2020;18(10):6260.
<https://www.efsa.europa.eu/en/efsajournal/pub/6260>
- Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA); *Reasoned opinion on the review of the existing maximum residue levels for quinmerac according to Article 12 of Regulation (EC) No 396/2005*. Journal de l'EFSA 2020;18(10):6257.
<https://www.efsa.europa.eu/en/efsajournal/pub/6257>
- Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA); *Reasoned opinion on the review of the existing maximum residue levels for sulfuryl fluoride according to Article 12 of Regulation (EC) No 396/2005*. Journal de l'EFSA 2021;19(1):6390.
<https://www.efsa.europa.eu/en/efsajournal/pub/6390>

(disponibles en anglais)

10. Date projetée pour l'adoption (jj/mm/aa): 30 avril 2022

Date projetée pour la publication (jj/mm/aa): 30 juin 2022

11.	<p>Date projetée pour l'entrée en vigueur: <input type="checkbox"/> Six mois à compter de la date de publication, et/ou (<i>jj/mm/aa</i>): vingt jours après publication au Journal officiel de l'Union européenne.</p> <p><input type="checkbox"/> Mesure de facilitation du commerce</p>
12.	<p>Date limite pour la présentation des observations: <input checked="" type="checkbox"/> Soixante jours à compter de la date de distribution de la notification et/ou (<i>jj/mm/aa</i>): 11 février 2022</p> <p>Organisme ou autorité désigné pour traiter les observations: <input checked="" type="checkbox"/> autorité nationale responsable des notifications, <input checked="" type="checkbox"/> point d'information national. Adresse, numéro de fax et adresse électronique (s'il y a lieu) d'un autre organisme:</p> <p>Commission européenne DG Santé et sécurité alimentaire, Unité D2 - Relations internationales multilatérales Rue Froissart 101 B-1049 Bruxelles Téléphone: +(32 2) 29 54263 Fax: +(32 2) 29 98090 Courrier électronique: sps@ec.europa.eu</p>
13.	<p>Texte(s) disponible(s) auprès de: <input checked="" type="checkbox"/> autorité nationale responsable des notifications, <input checked="" type="checkbox"/> point d'information national. Adresse, numéro de fax et adresse électronique (s'il y a lieu) d'un autre organisme:</p> <p>Commission européenne DG Santé et sécurité alimentaire, Unité D2 - Relations internationales multilatérales Rue Froissart 101 B-1049 Bruxelles Téléphone: +(32 2) 29 54263 Fax: +(32 2) 29 98090 Courrier électronique: sps@ec.europa.eu</p>